

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Mazeran, Hélène, *L'océan Inden. Un enjeu pour l'Occident*. Paris, PUF, 1987, 227 p.

par Jean-Roch Perron

Études internationales, vol. 19, n° 4, 1988, p. 731-732.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702423ar>

DOI: 10.7202/702423ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

MAZERAN, Hélène, *L'océan Indien. Un enjeu pour l'Occident*. Paris, PUF, 1987, 227p.

L'Inde, disait Nehru, est heureusement située, parce que son pays, estimait-il, ne se trouvait sur le chemin d'aucune des deux grandes puissances hégémoniques, les États-Unis et l'URSS. Faut-il en dire autant, aujourd'hui, de l'océan Indien ? Le projet de faire de cette mer une zone de paix ainsi que l'avait souhaité le sommet des Non-Alignés de 1970, a-t-il vécu ? Voilà comment pourrait être formulée la question à laquelle tente de répondre Hélène Mazeran dans son récent ouvrage : *L'océan Indien, un enjeu pour l'Occident*.

L'auteur propose une réponse élaborée selon deux grandes parties. Dans la première, elle aborde les positions occidentales en jeu. Elle rappelle, à partir de la situation qui prévalait à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'effritement de la sécurité occidentale et ce qui reste aujourd'hui de ce que possédaient l'Angleterre et la France dans ce coin du monde. Ce rappel assuré, l'auteur tente de préciser :

La nature des intérêts occidentaux tels qu'ils se présentent maintenant c'est-à-dire le contrôle des matières énergétiques (pétrole) et minérales (manganèse, chrome, cobalt, uranium, antimoine, platine, béryllium, colobotantalite) de même que marines (modules polymétalliques notamment) ;

La nature de ce contrôle tel qu'il se pose aujourd'hui : la liberté d'accès pour l'ensemble de l'Occident plutôt qu'une domination politico-militaire privée, comme aux plus belles heures du colonialisme historique.

Dans la deuxième section de son ouvrage, l'auteur précise les conditions nouvelles qui remettent en cause l'accès de l'Occident à l'océan Indien. L'auteur insiste, entre autres, sur les visées soviétiques dans cette zone — c'est un fort solide moment de l'analyse à notre avis — surtout après 1965, où, comme on le sait, Harold Wilson décida le retrait militaire de son pays à l'Est de Suez, de même que l'instabilité régionale résultant des ambitions politiques des États riverains. L'au-

teur consacre d'ailleurs la dernière section de son analyse (pp. 171 à 215) à la vaste question que soulève, depuis les années 1970 surtout, la rencontre des aspirations des micro-États et celles des organismes régionaux. « Pour assurer la sécurité, conclut l'auteur, aucun des États riverains ne possède les moyens de surveillance et de contrôle nécessaire. Aucune organisation régionale pouvant se charger de ces tâches n'est sur le point de voir le jour » (p. 214). D'où une raison de plus, selon la thèse de l'auteur, pour nous convaincre du fait que la présence occidentale est bel et bien devenue un enjeu dans l'océan Indien.

Voilà une très bonne analyse qui, malgré tout, semble dépassée, du moins partiellement. C'est que, même pour qui lui est dévoué, qui lui consacre ses énergies les plus précieuses, l'histoire contemporaine vieillit vite, très vite même ! L'impression d'anachronisme (si toutefois elle est réelle...) n'est donc pas due à la faiblesse de l'analyse toujours musclée, toujours intelligente d'un haut à l'autre, d'une gestion interne enviable. Mais l'ouvrage est rédigé selon un contexte qui, nous semble révolu pour une bonne part. Dans l'océan Indien, en effet, l'enjeu ne peut plus se concevoir aujourd'hui, pour l'Occident, comme au moment de la crise du pétrole de 1973. L'Amérique a depuis fait la preuve qu'elle pouvait se passer bien plus facilement de l'océan Indien — retenu ici comme zone de transit — que l'Europe et le Japon. L'Occident est donc loin de s'identifier au monolithisme auquel réfère l'auteur, surtout en matière d'énergie. À ce point de vue et bien d'autres, l'Europe — c'est presque gênant de rappeler ce truisme — ce n'est pas, ce n'est plus l'Occident. L'illustration s'en trouve peut-être ici dans le mal que se donne l'auteur à trouver l'expression juste pour désigner l'Occident tout le long de son texte. La difficulté est de taille, il faut en convenir. La sécurité est une autre raison qui renforce notre impression d'anachronisme. Malgré Diego Garcia, on sait que la dernière fournée de sous-marins nucléaires américains n'ont plus besoin à toute fin de s'éloigner tellement de leurs propres côtes, pour atteindre, selon leur volonté, n'importe quel point du globe. Reste les modules... Mais il y a en a aussi ailleurs...

Ajoutons enfin que la dimension la plus importante dans le dossier Occident-océan Indien, reste, à notre avis, la volonté et la capacité régionale de l'Asie de s'organiser seule, de plus en plus loin, sans les couper, des influences étrangères. Nous pensons ici, entre autres à l'Association Sud-Asiatique de Coopération Régionale (SAARC), de date récente, mais qui concrétise fort bien cette volonté. Or, elle nous semble fort éclairante, autant pour les temps présents que pour ceux de demain. C'est peut-être dans cette affirmation finalement que réside l'enjeu le plus réel pour l'Occident face à l'océan Indien.

Cette réserve sur le déphasage une fois formulée, et il n'est pas si certain encore une fois qu'elle soit justifiée, l'ouvrage demeure une excellente contribution parmi les études récentes parues sur le même sujet.

Jean-Roch PERRON

Département d'histoire
Université Laval

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

COLE, John, *Development and Underdevelopment; A Profile of the Third World*, Londres et New York, Methuen, 1987, 111p.

L'ouvrage, d'une centaine de pages, a pour objectif d'initier les étudiants aux réalités du tiers-monde. Il appartient à une collection intitulée *Introduction to Development* qui comprend des ouvrages traitant séparément de l'industrialisation, de l'agriculture, des problèmes écologiques, des matières premières, des transports, etc., toujours en relation avec le tiers-monde. Cette fois, c'est un amalgame de ces diverses préoccupations que l'on retrouve sous le même titre. Le ton utilisé par l'auteur et la nature des informations présentées laissent croire que le public visé appartient au niveau collégial ou de premier cycle universitaire tout au plus. Pour lui faciliter la lecture, le lecteur se voit offrir des graphiques, des photos, des caricatures, des cartes et, bien sûr,

une abondance de tableaux remplis de données statistiques. Ceux-ci, à titre d'illustration, présentent pour une sélection de pays, l'évolution de la population, le nombre d'habitants par médecin, le nombre d'hectares de terres arables, le rendement à l'hectare de différentes cultures, le volume d'exportations pour différents biens, etc..

L'auteur, professeur de géographie régionale à l'Université de Nottingham, ne fait pas le lien entre le Tiers-État de l'Ancien Régime et l'expression tiers-monde. Pour lui, l'expression *Third World* provient tout simplement de la distinction avec le premier et le second monde constitués respectivement par les démocraties occidentales et les économies de type soviétique, la distinction étant appuyée essentiellement sur des considérations politiques et idéologiques. La caractéristique de ce troisième monde, on le devine, est sa pauvreté relative, une pauvreté que l'auteur cherche moins à expliquer qu'à décrire. Il est inutile pour le lecteur de chercher dans le petit livre autre chose qu'une illustration des conditions économiques du tiers-monde. Ce n'est pas ici que l'on trouvera des interrogations sur certains modèles de développement ou une présentation critique d'exemples de maldéveloppement. Il aurait pourtant été intéressant, à la faveur de l'exemple récent du Mexique, de faire ressortir les contradictions et les risques associés à une conception donnée du développement.

Pourtant, l'auteur, pour des fins pédagogiques, n'hésite pas à recourir à un certain nombre de cas. Les illustrations choisies se rapportent, entre autres, à l'habitation à Haïti, aux inondations et à l'inflation au Pérou, à un rappel du déjà vieillot second rapport du Club de Rome (Mesarovic et Pestel, 1974) et à un curieux indice de bonheur tiré d'un article paru dans *The Times* en 1975. L'auteur de cet article a conçu un « hédonomètre » pour comparer l'Angleterre et le Botswana à partir de six critères (la compréhension de l'environnement, l'appui fourni par la famille et les amis, la satisfaction d'un nombre de besoins physiques et intellectuels...) L'étude a révélé un degré de bonheur plus élevé... aux confins de l'Afrique. Comme quoi il est possible d'être